l'Humanité

NEUVIEME ANNEE. — N° 2945.

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

VENDREDI 10 MAI 1912.

5 c. Le Numéro

RÉDACTION & ADMINISTRATION
16, Rue du Croissant, Paris (2e)
TÉLÉPHONE : 102-69

PUBLICITÉ : 110, Rue Réaumur — TÉLÉPHONE : 225-10

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

Directeur Politique :
JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS	Paris, Seine et Seine-et-Oise	Départts	Etranger
Un An	18 fr. »	21 fr. »	31 fr. »
Six Mois	9 fr. »	10 fr. 50	16 fr. 50
Trois Mois	4 fr. 50	5 fr. 25	9 fr. »
Un Mois	1 fr. 50	1 fr. 75	

Les Abonnements sont reçus SANS FRAIS dans tous les Bureaux de Poste.

5 c. Le Numéro

UNE HONTE

Je ne sais rien de plus ignominieux que l'exploitation journalistique et politique qui a été faite des crimes des bandits et de la tragique « chasse à l'homme » qui a été menée contre eux. Un immense effort a été conduit pour semer la panique et pour la faire tourner au profit de la réaction. On eût dit vraiment que l'apparition d'une bande de meurtriers opérant en pleine civilisation était une nouveauté affolante. Or, c'est le fait le plus ancien et le plus banal. Sous l'ancien régime, sous la Révolution, sous le premier Empire, sous la Restauration, sous Louis-Philippe, les organisations de voleurs audacieux et de meurtriers implacables ont abondé.

Et toujours les scélérats, cherchant pour satisfaire les appétits les plus bas et les égoïsmes les plus abjects, ont tenté de couvrir leur crime de je ne sais quelle apparence de révolte sociale. C'était pour venger le pauvre peuple des méfaits de la gabelle, des duretés de l'impôt, des rigueurs iniques de la milice, c'était pour échapper à la conscription féroce, c'était pour châtier les révolutionnaires assassins du roi, que les bandits, à les en croire, égorgeaient, pillaient, violaient. Les pessimistes diront que l'homme aggrave toujours ses crimes d'hypocrisie et de monstrueuse vanité. Les optimistes se plairont à noter que les individus humains les plus dégradés cherchent à se tromper eux-mêmes et à masquer de je ne sais quel prétexte social leur infamie. En tout cas, c'est une pratique ancienne et constante. Balzac l'a bien vu avec l'admirable intuition de son génie, et le forçat Ventrin a formulé la théorie anarchiste du crime.

Encore une fois, qu'y a-t-il donc de nouveau en tout cela ? et d'où vient qu'on ait tenté de semer dans toutes les consciences et dans toutes les intelligences la plus lâche, la plus ignominieuse panique ?

Contre ces crimes, contre ces associations de malfaiteurs, une société bien équilibrée se défend de deux manières. D'abord, par des mesures préventives, par l'éducation rationnelle et forte de l'enfance et de la jeunesse, par la cure méthodique des misères sociales dont le fumier fait éclore le crime, elle tente de limiter le mal, de le circonscrire. Elle ne peut jamais l'éteindre complètement, car les désordres de l'être humain sont d'une diversité infinie, et même dans l'ordre socialiste le plus juste il y aura encore des hommes que la frénésie de jouir sans travail, sans effort, conduira aux violences sauvages. Mais enfin une organisation prévoyante et humaine des rapports sociaux peut diminuer le nombre et la force des foyers de contagion.

Et contre ce qui subsiste de risque, la société se défend avec fermeté, avec sang-froid, par une police vigilante, bien organisée, outillée de tous les moyens modernes d'investigation. Ceux qui l'ont détournée trop souvent de sa tâche pour en faire un instrument d'inquisition et de répression contre la classe ouvrière, ceux qui l'ont soustraite à tout contrôle sérieux, ceux qui, par le scrutin de quartier, ont dégradé les assemblées municipales, et les ont rendues incapables en toute question, d'un effort sérieux de critique et d'organisation, ceux-là ont contribué au développement du crime dont ils font maintenant un appareil d'épouvante.

Mais quelle abjection dans cette propagande de la peur ! On lit sur les murs de Paris d'ignobles affiches qui apprennent au monde que toutes les boutiques sont forcées, que toutes les existences sont menacées, qu'au coin de toutes les rues le passant est guetté par le couteau d'un apache. « Défendons-nous », hallucinons les cerveaux, affolons les cœurs ; demandons à la société française de répudier toutes les lois humaines sur le sursis, sur la libération conditionnelle, que ce fut son honneur de promulguer ; dénonçons comme des lâches, comme des traîtres, les jurés qui ont cru équitable, après examen des circonstances, un verdict de pitié. Faisons que la loi pénale fonctionne toujours automatiquement avec le maximum de rigueur. Appliquons, s'il le faut, la torture aux condamnés ; arrachons les ongles aux transportés par le rétablissement des poucettes ; et frappons, flétrissons comme des complices des assassins, tous les hommes qui demanderont à la nation de ne pas s'affoler, de ne pas se dégrader. « Défendons-nous, défendons-nous. »

Toute la presse a donné dans cette campagne de délire et de bassesse. Elle a donné aux bandits, dans des millions de cerveaux, des proportions formidables. La France a vécu durant des semaines dans l'ombre d'un crime colossal. Si le pays avait été envahi, si son destin avait été tenu en suspens, à quelques lieues de la frontière, par la lutte prolongée de deux armées colossales, les journaux n'auraient pas donné plus de détails sensationnels, plus de commentaires passionnés. Instinct du mélodrame ? Furie de la réclame et de l'information ? Exploitation mercantile des intelligences débilitées par un vaste scepticisme politique et social et que ranime un peu je ne sais quel ragoût de police et de sang ? Sans doute, mais aussi calcul de réaction ! manœuvre savante pour exciter et multiplier la peur, cette complice de tous les coups de force, de tous les gouvernements d'autorité et de privilège. A un peuple ainsi affolé, ainsi abêti par la peur, toute foi en la race humaine et en l'avenir n'apparaît que comme une dangereuse chimère, comme une meurtrière illusion. Il ne comprend même plus que le progrès est la condition de l'ordre. Il se méfie de la justice et de la liberté comme d'un piège, de l'idéal comme d'une duperie. Et si vous lui demandez de travailler à la transformation nécessaire du monde au progrès de la science et de la démocratie, à l'avènement d'un ordre social plus juste, d'un régime international moins barbare, il vous soupçonne de préparer la revanche de Bonnot, et de protéger Garnier.

Partout, dans la France abaissée, dans la République désemparée, c'est une marée lourde et visqueuse de réaction qui monte dans les cœurs et dans les cerveaux.

Et c'est l'heure choisie par les militants de la classe ouvrière pour de byzantines querelles où syndicalisme et socialisme s'opposent pendant que grandit le péril.

JEAN JAURÈS.

C'est de l'inconscience !...

Le *Radical* a publié, hier, un article de M. J.-L. Bonnet, secrétaire de la Fédération radicale de la Seine, qui est un pur chef-d'œuvre de l'inconscience congénitale dont on est affligé dans certains milieux.

M. Bonnet a rappelle les échecs municipaux éprouvés depuis 1900 par les socialistes, et ceci est parfaitement son droit. On peut s'étonner qu'un pontife de ce parti radical, pour qui chaque élection est une occasion de ramasser une veste, s'occupe à dresser des statistiques de ce genre. Mais il est tout à fait certain, comme M. Bonnet le découvre, que nous avons connu des défaites. Je serais curieux de savoir quel parti n'en a pas subi.

Là où M. Bonnet exagère, c'est quand il déclare sans rire que les échecs municipaux des socialistes sont dus à leur incapacité.

D'une manière générale, écrit-il, les unifiés passent comme des sauterelles à l'Hôtel de Ville. Avec eux se développe le parasitisme et triomphe l'incompétence. A leur départ, on fait le compte de leurs gaspillages et l'on se promet de ne pas recommencer l'aventure. Les électeurs qui les préféreront aux radicaux et radicaux-socialistes et leur livreront dimanche les municipalités jureront bientôt, mais un peu tard, qu'on ne les y reprendra plus.

Vraiment ?

Les gens compétents, les gens économes, les bons administrateurs, ce sont les radicaux ? Ce sont les Lampué, les Patenne, qui livrent les services publics aux requins de la finance, comme de simples réactionnaires ? Ce sont les Despagnat, les Chérioux, candidats des entrepreneurs, entrepreneurs eux-mêmes, pour qui le mandat de conseiller n'est qu'un moyen d'accaparer plus facilement les travaux municipaux ?

Les gens incompétents, les gens prodigues, les mauvais administrateurs, se sont les socialistes ? Les socialistes, qui toujours ont défendu les régies, qui seuls avec deux ou trois radicaux restés fidèles, ont obstinément défendu à l'Hôtel de Ville de Paris — pour ne parler que du plus proche — les intérêts de la population contre les Berthelot du radicalisme, les Etienne et les Adolphe Carnot, alliés des radicaux ?

Elle est bien bonne !... Et c'est, en vérité, une chose admirable que de voir un des leaders du radicalisme — du radicalisme devenu synonyme de corruption en même temps que d'impuissance — écrire de semblables choses dans le journal de l'homme d'affaires, sénateur radical, Perchot...

Ces niaiseries inconséquentes sont heureusement sans effet. M. Bonnet et ses amis sont aujourd'hui connus et bien connus. Dimanche dernier, ils ont perdu à Paris 20,000 voix — c'est le *Petit Parisien* qui l'affirme — tandis que nous en gagnions, nous autres, 11,000, et nous ferons dimanche prochain le compte définitif de nos succès respectifs, dans la capitale et dans le pays.

Même en politique, ô Bonnet, il vient toujours une heure pour la justice. C'est ce qui nous permet d'attendre avec confiance. C'est ce qui vous remplit de crainte et vous oblige à recourir aux calomnies.

André MORIZET.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT

Comité intersyndical du Bâtiment

ARRACHONS LES 9 HEURES !

A la résistance patronale, opposons l'action, l'énergie, la solidarité.

GRAND MEETING

qui se tiendra

le samedi 11 mai, à 9 heures du soir, Salle du Skating, 66, 68, 70, rue d'Amsterdam.

Prendront la parole :

PERICAT, secrétaire de la Fédération du Bâtiment.

NICOLET, du Syndicat des Menuisiers.

THUILIER, secrétaire du Comité intersyndical.

COUTANT, des Tailleurs de pierre et ravaleurs.

TUMULTE A LA DIETE PRUSSIENNE

UN SOCIALISTE expulsé « manu militari »

Un incident de la plus haute gravité et sur lequel les agences ne nous ont transmis que des informations étrangement incomplètes s'est produit hier à la séance de la diète prussienne.

Le député socialiste Borchardt a été expulsé de la salle par la force armée, mais on a oublié de nous dire quelles paroles prononcées par notre camarade ont pu servir de prétexte à cette mesure brutale.

Voici la dépêche annonçant l'expulsion.

Berlin, 9 *mai*. — *Dans la séance de la Chambre des députés de Prusse, M. d'Erffa, président, rappelle plusieurs fois à l'ordre M. Borchardt, socialiste, et le menace de l'expulsion.*

M. Borchardt persiste dans son attitude et refuse de quitter sa place. Le président suspend la séance.

Lorsqu'elle est reprise, M. Borchardt refuse de nouveau de quitter sa place. Un lieutenant et quatre hommes le font sortir de la salle, malgré sa vive résistance.

Peu après, le député socialiste rentre de nouveau à la Chambre et il est une seconde fois expulsé.

Intervention de la police. — Véhémentes protestations des socialistes Leinert et Liebknecht

Au cours des incidents qui ont accompagné l'expulsion, la police est intervenue, *dans la salle même des séances* et maltraita les socialistes.

C'est ce qui explique la dépêche suivante qui montre avec quelle fierté et quel courage nos frères allemands tiennent tête à la réaction prussienne.

A la fin de la séance un débat tumultueux s'est produit au sujet du règlement de la Chambre.

Le député Leinert (socialiste) déclare que du fait d'avoir été éloigné de sa place par des agents de police, les droits qui lui sont garantis par la Constitution ont été lésés. Il ne regrette qu'une chose, c'est de ne pas avoir été armé au moment de l'aggression pour se défendre contre l'infâme atteinte portée aux droits accordés par la Constitution. Si le président ne protège pas les socialistes contre de pareilles voies de fait de la part de la police, les socialistes se défendront eux-mêmes.

Le baron d'Erffa, président de la Diète, a alors tenté de justifier son attitude en rejetant sur les socialistes la responsabilité de ces « choses fâcheuses ».

Liebknecht a joint sa protestation à celle de Leinert. Il a déclaré que le président a manqué à son devoir.

Ces paroles ont soulevé un grand tumulte à droite, à tel point que les autres paroles de Liebknecht, bien que criées à tue-tête, se sont perdues dans les exclamations tumultueuses de la droite, pendant que le président agitait sa sonnette. La parole fut retirée au député Liebknecht.

Pendant toute la séance, les portes du milieu avaient été fermées. Aux portes de gauche et de droite, ainsi qu'aux deux portes qui accèdent au banc des ministres, il y avait un agent de police à côté de chaque huissier.

Pendant le débat sur le règlement de la Chambre, M. Borchardt était assis à la tribune des journalistes.

NOTES

LE MAL

La direction de police d'une petite ville de Suisse vient d'interdire aux théâtres de cinématographe installés sur son territoire le film « Arrestation et mort de Bonnot » qui se déroulait à badaud-que-veux-tu.

On peut ne pas aimer, en principe, l'intrusion des autorités de police en matière d'amusement populaire, mais il me semble bien difficile de ne pas tomber d'accord qu'en l'occurrence elles ont parfaitement agi.

Qu'on le veuille ou non, le drame abject de Choisy-le-Roi fut une manière d'apothéose pour Bonnot — dans laquelle, au surplus, la Société n'eut pas, dans son ensemble, un rôle bien reluisant. Sied-il donc d'ajouter encore à la très fâcheuse notoriété qu'on accorde à l'assassin de Montgeron et de Chantilly ? Sied-il d'étendre encore la publicité qu'on lui fit et dont il semble avoir été si sottement avide ?...

L'affaire de Choisy fut aussi une exécution. Une exécution en dehors des formes prévues — mais une exécution. Or, si Bonnot avait été guillotiné, eût-on autorisé les cinématographes à montrer à un public de femmes et d'enfants sa tête roulant dans le panier ? Il est presque certain que non, et alors ?...

L'autre jour, à Aurillac, un gamin se déclarant disciple de Bonnot tentait d'assassiner les siens, puis, armé jusqu'aux dents, se barricadait en affirmant qu'il faudrait « le dynamiter pour l'avoir ».

Heureusement, on put l'arrêter d'autre façon : mais qui affirmera qu'il ne s'était pas saoûlé l'imagination à quelque matinée cinématographique ?

Et si le cinéma n'est pas responsable de son cas, tenons pour certain que c'est le journal — le grand journal « d'information », d'information sensationnelle et photographique, dont vingt fois on a souligné les méfaits.

Tant qu'on verra, confondus à la première page d'un journal, les portraits d'un grand savant, d'un soldat héroïque et d'un criminel de marque, il ne faudra pas s'étonner que des enfants, plus sensibles aux effets de la célébrité qu'à ses causes, se complaisent à imiter les Bonnot !

VICTOR SNELL.

LES NEGOCIATIONS ANGLO-ALLEMANDES

Quel sera le sort des Colonies portugaises ?

LA MISSION DU BARON MARSHALL

L'annonce de la nomination du baron Marshall au poste d'ambassadeur d'Allemagne à Londres attire en ce moment l'attention de la grande presse et de l'opinion publique européenne.

Cette nomination semble désormais assurée. C'est seulement la semaine dernière qu'un journal du centre allemand annonça la nouvelle comme probable. Aujourd'hui, elle paraît si certaine qu'on arrive même à affirmer que le baron Marshall ira occuper dès le mois de juin son poste d'ambassadeur à Londres.

La mission du baron Marshall

Le baron Marshall, qui est considéré comme le diplomate le plus habile de l'Allemagne, remplacera à Londres le comte Wolff Metternich, et continuera avec sir Edward Grey les négociations anglo-allemandes qui auront certainement dans la politique européenne une répercussion beaucoup plus importante que les négociations franco-allemandes et que la guerre italo-turque elle-même.

Les négociations anglo-allemandes commencèrent avec le voyage que lord Haldane, le ministre de la guerre anglais, fit dernièrement à Berlin. Ce voyage fut réalisé, à ce qu'on assure, à la suggestion de Guillaume II.

Un projet d'accord anglo-allemand

Les conversations que le ministre anglais eut avec les hommes d'Etat allemands aboutirent à un projet d'accord d'après lequel, ces hommes d'Etat allemands feraient leur possible pour s'en tenir à la loi navale révisée pour la dernière fois en 1908 et se contenteraient d'exécuter le programme de construction qui y est annoncé.

De plus, ils reconnaîtraient les intérêts spéciaux de l'Angleterre dans le golfe Persique. En échange, l'Allemagne recevrait deux cessions de territoire en Afrique : Zanzibar et la Walfish bay.

Il paraît que lord Haldane était plutôt favorable à cette proposition ; mais le cabinet anglais, après une discussion approfondie, trouva que l'Angleterre achèterait au prix de territoires importants une simple promesse et une reconnaissance d'intérêts qui ne peut avoir de raison d'être et de valeur que signée par le propriétaire légitime : la Turquie.

Mais l'Angleterre ne voulait pas pour cela donner comme rompues les négociations avec l'Allemagne. Elle posa de nouveau et très habilement à celle-ci la question de l'entente budgétaire, par le discours retentissant que vers la fin de février M. Winston Churchill prononça à la Chambre des Communes.

L'Allemagne ne voulut pas entendre de cette oreille. Elle cherchait avant tout et surtout des concessions coloniales. Le gouvernement de M. Asquith, de son côté, s'il était décidé à ne pas aigrir ses relations avec l'empire rival, ne voulait pas non plus faire de sacrifices matériels qui seraient très mal accueillis par l'opinion publique anglaise.

Une solution

On était donc acculé dans une impasse. On tâcha d'en sortir en mettant en vigueur le traité anglo-allemand de 1898 sur les colonies portugaises, *sans porter atteinte à la souveraineté du Portugal.*

C'est là du moins la thèse acceptée par les grands organes de la presse d'Angleterre, d'Allemagne et même de France.

La *Pall Mall Gazette*, comme nous l'avons indiqué hier dans une dépêche de Londres, précise la façon dont le traité de 1898 serait mis en vigueur : il s'agirait de la création de sphères d'influence commerciales respectives pour l'Allemagne et pour la Grande-Bretagne, dans les colonies portugaises, sous la souveraineté du Portugal.

Ce système de sphères d'influence allemande et britannique s'appliquerait à des territoires de l'Afrique orientale et occidentale d'une superficie de trois quarts de million de milles carrés.

C'est en vue d'arriver à cette entente que le baron Marshall aurait été nommé ambassadeur à Londres.

En admettant pour un instant que les desseins prêtés à l'Angleterre et à l'Allemagne soient exacts, il est évident que c'en serait fait des colonies portugaises de l'Afrique orientale et occidentale, notamment de l'Angola et du Mozambique. En effet, « l'influence commerciale » des deux grandes puissances rivales provoquerait inévitablement, tôt ou tard, des incidents. Pour défendre leurs intérêts, l'Angleterre, ou l'Allemagne, ou même les deux pays ensemble, décideraient que le Portugal ne dispose pas de moyens suffisants et ils les défendraient eux-mêmes. Alors, ce serait l'influence politique, voire l'intervention armée, qui *deviendrait* nécessaire, et le Portugal se trouverait dépossédé de ses colonies par cette méthode longue, tortueuse, mais sûre.

Les déclarations de M. Affonso Costa

M. Affonso Costa nous a bien affirmé dernièrement, lors de son passage à Paris, dans une interview parue ici même, que du moment que le Portugal est l'alliée de l'Angleterre, le traité anglo-allemand de 1898 — s'il existe — serait la meilleure sauvegarde pour le Portugal, car M. Costa ne prévoyait ou ne pouvait prévoir un partage des colonies que dans le cas où le Portugal viendrait à disparaître comme Etat ou voudrait vendre ses colonies, ce qui n'était pas dans les prévisions des républicains portugais.

M. Costa était logique. Il parlait, inspiré par le simple bon sens. Mais il ne comptait probablement ni avec les convoitises de l'Allemagne, qui — comme nous l'avons dénoncé ici même il y a cinq mois — durent depuis longtemps, ni sur les désirs de l'Angleterre d'arriver à une entente avec sa rivale, *sans qu'elle soit obligée pour cela à faire des sacrifices matériels.*

Que fera l'Angleterre ?

Nous nous garderons bien d'affirmer que l'Angleterre trahira son allié, le Portugal, parce que celui-ci est faible, mais nous sommes impatients d'apprendre la réponse que sir Edward Grey donnera lundi prochain à la question qui lui sera posée à la Chambre des communes « à propos de l'arrangement relatif aux colonies portugaises qui est actuellement discuté ».

Le résultat de l'entente anglo-allemande

Les négociations anglo-allemandes inquiètent beaucoup les esprits qui suivent avec attention le mouvement de la politique internationale. Certains affirment qu'elles ébranleront la Triple Entente, d'autres qu'elles déplaceront l'axe de la politique européenne.

Il serait imprudent de se prononcer sur une de ces hypothèses. Mais il serait imprudent aussi de ne pas suivre avec une attention soutenue le cours des pourparlers dont les résultats peuvent être gros de conséquences et menacer les intérêts d'un petit peuple lâchement sacrifié aux « requins » d'Angleterre et d'Allemagne.

FABRA RIBAS.

CONTRE LE LOGEMENT CHER

Par F. LAUNET

L'exemplaire, 5 centimes : franco 10 cent. Le cent 3 fr., franco 3 fr. 60, à la Librairie de l'*Humanité*, 16, rue du Croissant.

Paroles de Paix

M. Asquith dit la stérilité des dépenses militaires

Au cours d'un banquet — non de prolétaires, mais de banquiers — le Premier anglais, M. Asquith, a prononcé, hier, à Londres, des paroles véritablement significatives :

« Je viens de voir, a-t-il dit, le spectacle sans précédent, je suppose, dans l'histoire du monde, de la grande flotte britannique assemblée sous mes yeux, et en présence du roi, à Weymouth.

« *Je me suis demandé s'il ne viendrait pas un jour, peut-être du vivant de quelques-uns des plus jeunes de vous qui êtes présents ici, où cette dépense gigantesque pourrait être détournée dans des directions plus fructueuses et plus productives.*

« Le monde serait alors délivré du cauchemar qui pèse actuellement sur quelques-unes de ses meilleures aspirations et espérances. »

Il est certain que l'homme d'Etat français qui oserait dire des choses aussi simples et aussi sensées, mais aussi contraires à la propagande chauvine furibonde à laquelle nous assistons depuis un an — et par conséquence aussi déplaisantes pour nos politiciens bourgeois, réactionnaires ou radicaux — serait bien maltraité par nos « républicains » du *Temps* ou de l'*Action*.

— J. L.

UNE HONTE POUR LES LIBÉRAUX ANGLAIS

TOM MANN condamné à six mois de prison

Après Bowman, qui d'ailleurs a bénéficié d'un succès, voici que Tom Mann, le militant anglais bien connu, est condamné à six mois de prison pour des articles parus dans *The Syndicalist* pendant la grève des mineurs.

Le crime ? C'est d'avoir écrit que les soldats ne doivent en aucun cas tirer sur les grévistes, même s'ils en reçoivent l'ordre de leurs officiers.

C'est une honte pour le libéralisme anglais, d'avoir poursuivi le journal ouvrier et ses rédacteurs pour une déclaration aussi naturelle.

Est-ce que les lauriers d'un Clemenceau ou d'un Briand empêcheraient de dormir MM. Asquith et Lloyd George ?

Il est impossible que le gouvernement anglais, qui ne vit que par l'appui de la classe ouvrière organisée, se ravale au rang de nos réacteurs continentaux.

Si Tom Mann va en prison, si les méthodes de répression antiouvrière que nous connaissons trop bien s'acclimatent en Angleterre, le parti libéral anglais subira bientôt le châtiment qui s'est apesanti sur nos radicaux.

Les Prérogatives du Reichstag

Un nouveau pas vers le régime parlementaire

Malgré une rude opposition des conservateurs, le Reichstag a adopté dans la séance de mercredi dernier une résolution d'après laquelle le Parlement est autorisé à présenter, après la discussion des interpellations, une motion constatant que le chancelier est ou n'est pas d'accord avec le Reichstag.

Cette modification du règlement, qui a été adoptée par 265 voix contre 67 et 3 abstentions, entre immédiatement en vigueur. Dès aujourd'hui, de brèves questions pourront être adressées au chancelier.

Quoique la décision que vient de prendre le Reichstag ne signifie pas que dans l'avenir le chancelier sera responsable devant le Parlement, elle n'en constitue pas moins un pas vers le régime parlementaire et une diminution très importante des prérogatives de l'Empereur.

Dorénavant les députés pourront poser des questions au chancelier sur les problèmes de politique tant nationale qu'internationale. En outre, les interpellations pourront être closes par l'adoption d'une motion approuvant ou blâmant la politique du gouvernement.

Celui-ci ne sera pas obligé de démissionner si le vote ne lui est pas favorable ; mais on saura du moins d'une façon explicite, lorsque le gouvernement et les représentants du peuple sont d'accord ou ne le sont pas.

Nous sommes heureux de constater que depuis le puissant coup de barre à gauche donné lors des dernières élections, un nouveau vent de démocratie et de liberté souffle dans le Parlement allemand. — F. R.

SUR LES CARRIÈRES A GRÈS

Les Tailleurs de Pavés

Le Baquet des Tailleurs de Grès. — A la Massette et aux Ciseaux. Des Carriers de treize ans !

Un Carrier de treize ans présent au travail

Dans un précédent article (1), nous avons essayé d'évoquer le travail des carriers, qui font sauter par la poudre les blocs de grès et les débitent ensuite au *couperet*. Le fendeur ébauche le pavé : c'est au *tailleur* qu'il appartient de l'achever.

Le tailleur travaille debout. Il est armé d'une *massette* d'acier et de ciseaux à froid. Son établi est un *baquet*. Cette désignation n'est point un terme de métier qui s'appliquerait à quelque étau de forme spéciale : le baquet du tailleur de pavés est pareil à celui qu'emploient les blanchisseuses. On l'emplit d'une couche de sable que l'usage rend très dure et qui reçoit la pierre.

Il n'est pas rare de voir cinq, six, dix baquets alignés à l'abri des *paillons*, paravents fixés sur deux piquets ; les tailleurs ne s'interrompent que pour remplacer une pierre achevée par une pierre brute, le chant clair des massettes battant l'acier tinte sur toute la carrière. Mais quelle poussière ! Les éclats jaillissent des pavés, mordus sans relâche par le ciseau, et sautent dans toutes les directions. Les particules plus fines, la poudre impalpable, s'élève en légers filets et couvre le visage, les mains, les vêtements des ouvriers.

On est surpris de remarquer que les tail-

(1) Voir l'*Humanité* du 7 mai.

Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

leurs besognent sans masques, sans lunettes, sans gants. Sans doute acquièrent-ils rapidement une habileté professionnelle qui les préserve de certains accidents : les lésions des yeux, notamment, sont moins fréquentes qu'on pourrait le redouter. Mais toute l'habileté de l'ouvrier ne l'empêche pas de se pencher sur le pavé pour en polir les rugosités et ne lui permet pas d'échapper à l'obligation absolue d'absorber par la bouche et par le nez les particules de grès qui déchirent les poumons.

Ces poussières qui entourent les baquets, aux heures de plein travail, d'un brouillard très dense et qui sur certains points des carrières, forment une couche, épaisse comme un tapis, sont classées par les spécialistes parmi les plus redoutables qui puissent menacer les travailleurs. Ils en attribuent le caractère particulièrement dangereux aux irrégularités des surfaces qui, par leurs aspérités, adhèrent aux tissus et résistent aux efforts de la toux et aux pointes aiguës qui permettent une pénétration rapide et profonde.

Les tailleurs, comme les carriers, travaillent à la tâche : aussi la besogne est-elle intensifiée. Les coups de mine eux-mêmes la commandent : il faut débiter rapidement les blocs de grès pour éviter l'encombrement des *formes*, pour permettre aux auxiliaires de ramasser les éclats de pierre. Les *tailleurs* sont engagés par les carriers et congédiés par eux.

En hiver, le travail est fort pénible. Non seulement les ouvriers sont exposés au passage brusque d'une haute température, amenée par leurs efforts musculaires, au froid qui les fait frissonner dès qu'ils demeurent immobiles, mais ils doivent lutter contre les pierres gelées et voilà qui est douloureux. Les pavés gelés qu'il faut remuer sans relâche emportent la paume des mains. Un ouvrier courageux ne peut chômer parce que ses mains saignent, il persiste : l'application des déchirures à vif sur les pierres glacées est un petit supplice : certains, bon gré mal gré sont contraints de suspendre la tâche pour un temps.

Des enfants sur les carrières

Les tailleurs, en général, sont jeunes. D'ailleurs, en ce métier, les ouvriers ne vieillissent guère. Il n'est pas rare de rencontrer sur les carrières de petits gas de treize ans qui ne paraissent pas en compter plus de dix. Ils œuvrent avec énergie devant leurs baquets, on leur confie le soin de tailler les petites pierres ; les pavés de vingt kilos sont pour les adultes. Ces gamins sont des fils de carriers ; leur père besogne sur le même chantier ; quand l'homme aura disparu, l'enfant sera tout près à occuper sa place ; la carrière ne chômera pas. Ces petits travaillent avec une application surprenante ; la casquette enfoncée sur les yeux, les reins enveloppés d'un sac, les pieds dans des sabots, ils tapent de la massette, tête baissée et quand la poussière dure et fine recouvre leurs lèvres, il s'essuient du revers de la manche et ne relèvent pas le front.

Carriers et tailleurs depuis plusieurs années sont groupés unanimement en un syndicat adhérent à l'Union de Seine-et-Oise et à la Fédération du Bâtiment. Ceux de La Ferté-Alais, Longueville et Boissy-le-Butté se sont mis en grève après avoir subi trois diminutions de salaire au cours de l'année dernière. Quand, encouragé par leur patience, l'entrepreneur prétendit infliger une quatrième diminution, ils quittèrent les carrières. On ne saurait vraiment les accuser de se montrer exigeants. Ils tiennent depuis deux mois, sans que nul ait trahi la cause commune, sans qu'aucun secours extérieur leur soit parvenu. Ils n'en ont d'ailleurs pas sollicité.

Nous terminerons cette revue rapide du travail sur les carrières à grès par les besognes des auxiliaires ou *chatous*.

L.-M. BONNEFF.

L'Impôt sur le Revenu

M. Aimond, rapporteur de la commission sénatoriale de l'impôt sur le revenu, s'est entretenu ce matin avec le ministre des finances.

Au cours de cette conversation, M. Aimond a précisé les textes législatifs relatifs à l'assiette de l'impôt général, desquels il résulte que le revenu imposable ne serait jamais déterminé d'après de simples appréciations, mais qu'il serait toujours calculé d'après un système exclusif de tout arbitraire.

M. Aimond rédige en ce moment les textes qu'il soumettra au gouvernement et à la commission.

De nouvelles Concessions ?

L'Agence Havas communique la note suivante :

Des informations diverses ont été publiées récemment dans la presse sur les décisions qui auraient été prises par M. Jean Dupuy, ministre des travaux publics, en ce qui concerne l'attribution de nouveaux gisements miniers.

Le ministre des travaux publics se réserve de faire connaître les décisions du gouvernement sur la matière au cours des interpellations sur la politique minière qui sont déposées à la Chambre des députés.

LE GUEPIER MAROCAIN

L'Agitation gagne le Sud et s'aggrave

M. Regnault ne part pas

Fez, 8 mai, 2 heures soir (par télégraphie sans fil). — La colonne Giraudon a eu un léger engagements avec des cavaliers déserteurs d'Arbaoua. Elle a eu deux blessés.

Les Zaïans menacent Aïn-Lorma, point situé sur la route que suivent les convois allant à Fez.

Il semble que le départ de M. Regnault doive être différé.

A Marrakech et dans les environs

On signale de l'agitation dans les environs de Marrakech, chez les Mestouia, qui se sont révoltés, pillant la kasbah du kalifat et tuant celui-ci.

Hafid n'ira pas à Rabat

On nous annonce que M. Regnault et le général Moinier étant intervenus *amicalement* (sic) auprès de Moulay-Hafid, le sultan a reconnu que les circonstances ne justifiaient pas un voyage immédiat à Rabat.

Il a résolu d'attendre l'arrivée du général Lyautey, pour effectuer ce déplacement.

Ce serait du plus haut comique, si ce n'était lamentable.

L'excitation des tribus

Le chef militaire des Ouarain, Ben Sahid, a été tué dans un engagement avec la colonne Giraudon.

Les Hiaina sont agités par plusieurs centaines de déserteurs chérifiens.

Les Beni-Ouarain, les Tzegrouchen et diverses tribus rassemblées sur les bords du Sebou cherchent à réunir des contingents.

Les Zaers sont travaillés par des agitateurs.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

POUR LE 2e TOUR

A Paris

DANS LE XIIIe ARRONDISSEMENT

L'Incident Buisson-Rousselle

Le Comité exécutif du parti radical leur donne raison et retire la candidature Cornette

Nous avons indiqué hier que la fédération de la Seine du parti radical avait maintenu contre notre ami Navarre la candidature de M. Cornette.

MM. Buisson et Henri Rousselle, l'un député, l'autre conseiller municipal du 13e avaient fortement insisté contre cette décision. N'ayant pas été entendus ils ont écrit la lettre de démission dont nous extrayons les passages suivants :

La politique générale du parti radical-socialiste telle qu'elle résulte, soit des déclarations réitérées de nos Congrès, soit de la lettre et de l'esprit des règlements de la Fédération et du Parti, fait un devoir à tous les adhérents de s'interdire, dans les élections de tout ordre, les succès qui seraient acquis par vote d'entente, expresse ou tacite, avec la réaction.

Faisons application de ces principes à l'élection municipale du quartier de la Gare (XIIIe arrondissement) :

Les républicains de ce quartier sont divisés en deux groupes : les socialistes unifiés et les radicaux-socialistes. Au citoyen Navarre, candidat des premiers, les seconds ont opposé notre ami Cornette. Sur le nom d'un troisième, le citoyen M. Margarita, sous des étiquettes intentionnellement équivoques mais qui ne laissent à personne le moindre doute, se sont groupés, comme dans les élections antérieures, tous les partis hostiles à la République laïque et démocratique : anciens boulangistes, nationalistes, conservateurs, cléricaux.

Notre ami Cornette s'est trouvé, au premier tour, en infériorité de plus de 1.200 voix par rapport au citoyen Navarre (2.346 voix contre 3.627). Il ne pourrait donc continuer la lutte qu'avec le concours des suffrages réactionnaires (1.673 voix du citoyen Margarita).

Ce concours étant inacceptable pour des républicains, nous estimons que la candidature de notre ami n'a plus de raison d'être et, d'après nos traditions constantes, doit être purement et simplement retirée.

Obligatoire partout et toujours, cette attitude s'impose particulièrement dans le quartier et dans la circonscription dont il s'agit.

En effet, si notre Parti a pu, en 1902, enlever cette circonscription au boulangiste qui la représentait depuis douze ans, dans la personne du docteur Paulin-Méry, s'il a pu la conserver par deux nouveaux et vigoureux efforts en 1906, puis en 1910, c'est grâce à l'union étroite des deux groupes de républicains radicaux et socialistes.

Avons-nous donc des motifs dans cette circonscription pour modifier la ligne de conduite qu'en toute circonstance nous avons toujours défendue ? Nous ne le pensons pas. Fidèles à toutes les traditions du Parti, les deux élus de la circonscription se refusent à donner, ici même, le signal d'un manquement à l'esprit de la discipline républicaine.

Ni de part ni d'autre, il ne s'agit d'un pacte, même des plus avouables. Ce n'est pas les uns envers les autres que les deux groupes sont engagés, c'est envers la République elle-même. Car, c'est pour elle que, même après l'âpreté du combat, ils se décident à unir leurs voix entre eux plutôt que de les unir à celles de la réaction.

La Fédération de la Seine n'a cru devoir tenir compte ni de ces considérations générales ni d'une situation locale peut-être unique à Paris. Vous ne vous étonnerez pas, cher président, que nous ne puissions souscrire à une décision qui rompt brusquement et sans ombre de motif avec une doctrine constante et avec une tactique qui, à trois reprises, depuis dix ans, nous a valu la victoire.

En même temps, MM. Buisson et Rousselle faisaient appel devant le Comité exécutif de leur Parti de la décision prise le matin par la fédération de la Seine. Celui-ci leur a donné raison et a décidé de retirer la candidature Cornette dans le quartier de la Gare.

Voici le texte de l'ordre du jour pris à ce sujet :

Le Bureau du Comité exécutif, après avoir examiné la situation municipale dans le quartier de la Gare, a adopté l'ordre du jour suivant :

« Le Bureau du Comité exécutif, considérant que, dans le 13e arrondissement, l'union des républicains a permis, depuis 10 ans, de mettre en échec la réaction nationaliste et cléricale ;

« Emet l'avis que la candidature du citoyen Cornette dans le quartier de la Gare doit être retirée.

« Communication immédiate de cette décision sera donnée au citoyen Cornette, au Comité radical-socialiste de la Gare, à l'Union des radicaux et radicaux-socialistes de la 2e circonscription du 13e arrondissement et à la Fédération radicale et radicale-socialiste de la Seine.

La situation était donc nette. Elle ne se complique qu'à peine par l'indiscipline dont M. Cornette se rend coupable contre son propre parti. De sa propre autorité, il maintient une candidature qui n'a plus d'estampille. C'est le moment de lui rappeler certaines paroles de la lettre que nous venons de citer : M. Cornette espère obtenir certaines des voix du réactionnaire Margarita.

Voilà un beau défenseur de la République ! Il est le parangon des droitiers. En tout cas il n'a plus aucun droit de se dire encore radical. Et s'il le faut, MM. Buisson et Rousselle iront le lui contester dans ses propres réunions publiques.

Dans ces conditions, le succès de notre ami *Navarre*, qui nous avait toujours paru assuré, ne saurait plus même être contesté : ce n'est même pas un pronostic, c'est l'évidence.

Les partis viennent de prendre leurs décisions. C'est le moment d'examiner la situation qu'elles entraînent pour le scrutin de ballottage.

Dans les quatre premiers arrondissements, la partie n'a comporté qu'une manche ; les huit et neuvième ont eu la même chance. La bataille continue dans vingt-cinq quartiers.

5e ARRONDISSEMENT

Au *Val de Grâce*, notre ami Grados a été retiré purement et simplement. Restent seuls en présence MM. *Lampué* et *de Clercq* ; l'un radical de trahison républicaine, l'autre réactionnaire.

Nous ne nous passionnons pas pour cette compétition.

6e ARRONDISSEMENT

Au quartier de la *Monnaie*, par suite du retrait de notre candidat Thibault qui seul représentait la République sociale et la vraie connaissance désintéressée des questions municipales, les électeurs n'auront à se prononcer qu'entre M. *Lalou*, avocat, républicain indépendant qui brigue de marcher sur les traces financières de M. F. Roussel et M. *Lacôte*, le candidat de M. Villemin.

M. Quittier, indépendant, s'est retiré, M. Vivien s'est désisté pour M. Lacôte.

7e ARRONDISSEMENT

Aux *Invalides*, M. de *Puymaigre*, candidat militaire, royaliste l'emportera sans efforts sur M. Fortin.

10e ARRONDISSEMENT

Ballottage dans trois quartiers.

A la Porte-Saint-Martin :

M. *Bécret* a promis d'observer la discipline républicaine radicale-socialiste, moyennant quoi il a eu l'estampille. Il défendra son nouveau drapeau contre M. *Tournier*, le candidat de M. Tournade, nationaliste.

Hôpital Saint-Louis. — Notre ami *Chéradame* est arrivé en tête du scrutin avec 2.410 voix. C'est le résultat normal et attendu de la campagne tenace et méthodique par laquelle, durant de longues années, il a éclairé les consciences ouvrières dans ce quartier.

Contre lui, menant un bataille désespérée, on a improvisé candidat socialiste indépendant, M. *Payer*, gros entrepreneur qui, en moins de quinze ans, est devenu multimillionnaire. Il est — naturellement ! — anticollectiviste. Au premier tour, il a fait en ses réunions la preuve patente de son insuffisance ; des électeurs disaient qu'après avoir eu longtemps un conseiller aveugle, il n'était pas indiqué d'en avoir un muet.

Entre lui et notre ami *Chéradame*, les électeurs ne peuvent aller qu'à ce dernier, candidat des travailleurs. Que M. Payer demeure avec M. Villemin et M. Vautour!

Ajoutons que le quartier qui donne à Groussier une belle majorité ne saurait se déjuger.

Saint-Vincent-de-Paul. — Il y avait au premier tour, une cohue de candidats et qui se sont traités de belle sorte. Jamais murs ne virent autant d'injures. Et voici le miracle du 2e tour : *M. Camille Rousset* que tout le monde déclarait le plus incapable des conseillers municipaux est transformé en oiseau rare par tous les nationalistes qui, par avance se disputaient ses dépouilles. Il va donc tenter de refaire du vieux-neuf et de se constituer une majorité en ramassant les miettes.

C'est là le bloc nationaliste. Que feront les républicains ?

Le plus favorisé, et très loin en avance, c'est notre camarade CHAILLE. D'avis unanime, il a fait la preuve par ses nombreuses réunions publiques qu'il a de l'énergie, une intelligence lucide, et que, pour les intérêts locaux, aussi bien que pour les grandes questions municipales, il remplacerait très avantageusement le conseiller incapable pour lequel on ne plaide plus que les circonstances atténuantes en faveur de son nationalisme.

Mais si le quartier de Saint-Vincent-de-Paul n'est pas à ce point enfoncé dans la réaction, c'est CHAILLE qu'il enverra à l'Hôtel de Ville.

11e ARRONDISSEMENT

Deux sièges conservés par nous au premier tour, ceux de nos amis Chausse et Ranvier, la bataille ne continue qu'à :

La Folie-Méricourt. — La campagne énergique, élevée, courtoise, menée par MAXENCE ROLDES et les militants de la *Folie-Méricourt*, quoique un peu brève avait dès le premier tour conquis à nos idées un vif courant de sympathie.

A l'unanimité, *Les Propagandistes de la Folie-Méricourt* et la Section du XIe ont décidé le maintien de leur candidat. La Fédération de la Seine a ratifié cette décision.

La campagne se poursuit donc plus ardente, plus enthousiaste que jamais. On s'étouffe littéralement dans les vastes préaux d'école ; des milliers d'électeurs viennent écouter et applaudir la parole socialiste. Avant-hier, au préau de l'avenue Parmentier, hier soir, au préau de Belleville, nos amis Lauche, Albert Thomais, Lavaud, députés ; Chausse, Ranvier, Jean Varenne, conseillers municipaux, sont intervenus chaleureusement en faveur de Maxence Roldes, qui au sortir de ses réunions va porter la contradiction chez l'adversaire.

Autant le méthodique et courageux effort du Parti soulève d'enthousiasme, autant grandit l'indignation contre les tractations Berniolle-d'Espie.

Ce dernier, en dépit de la résolution formelle de retrait pur et simple de son Comité, composé de radicaux socialistes qui de tout temps ont loyalement apporté au second tour l'appoint de leur influence aux candidats socialistes, a eu l'audace de se désister en faveur de M. Berniolle. Indignés les citoyens Berthier, Pétillat, secrétaire et trésorier du Comité d'Espie, de vieux militants comme Saint-Brice dénoncent publiquement la félonie de leur ex-candidat.

La candidature *Berniolle* déjà discréditée par ses grossières affiches de dernière heure est par là définitivement coulée.

La lutte se circonscrit désormais entre Maxence Roldes et *M. Miniot* transfuge du parti républicain.

DANS LE XVIIIe ARRONDISSEMENT

Pour la « Patrie »

Dans un filet rendant compte de la réception du prince de Galles, à la caserne des pompiers de la rue Carpeaux, le journal *La Patrie*, avec la sûreté d'information qu'on lui connaît, et dans un but facile à comprendre à la veille du scrutin de dimanche, essaye de faire croire à ses lecteurs que le citoyen Dherbécourt, conseiller sortant et candidat du Parti socialiste, à Clignancourt, assistait, à côté de M. Lépine, à cette cérémonie.

Inutile de dire que notre ami n'avait rien à faire dans cette galère, et qu'il n'y était pas.

Ou la *Patrie* s'est trompée, et elle doit le reconnaître, ou nous aurons le droit de dire qu'elle a menti, et menti sciemment.

Voilà qui est net. G.-A. BERNARD.

REUNIONS PUBLIQUES

A 9 heures du soir :

10e, Hôpital-Saint-Louis. — Ecoles, rue de Sambre-et-Meuse. CHERADAME, candidat, Groussier.

11e, Folie-Méricourt. — Ecole, rue Amelot. MAXENCE ROLDES, candidat, Chausse, Deslandres, Ranvier, Lauche, Lavaud.

Tous les camarades de la 11e section qui seront libres dans la journée ou à partir de 6 heures sont priés de passer à la permanence pour aider à la distribution à domicile.

12e, Picpus. — Ecoles, 39, rue de Reuilly. Pierre DORMOY, candidat, Lauche, Jean Colly, Chausse et Jean Morin.

12e, Picpus. — Ecoles, 43, rue de Picpus. Pierre DORMOY, candidat, Arthur Groussier, Jean Colly, Jean Varenne, Jean Morin, Jean Longuet.

Les membres du groupe de Picpus et du comité électoral sont convoqués à la suite de ces deux réunions à la permanence, 236, rue de Charenton. Communication urgente.

13e, Gare. — Ecoles, 33, place Jeanne d'Arc. NAVARRE, candidat, Deslandres, Jean Varenne, Lauche.

Les camarades des 5e et 13e sections disponibles sont instamment priés de vouloir bien se mettre à la disposition du secrétaire du groupe de la Gare, 156, rue du Château-des-Rentiers, pour le pliage et le collage des affiches.

Ils sont priés instamment d'apporter leur concours au groupe pour la distribution des bulletins.

14e Plaisance. — Ecole, rue Desprez. GRANGIER, candidat, Clos, Maussa, Renard et Bracke.

15e, Grenelle. — Préau des Ecoles, place Dupleix. BESOMBES, candidat, Socolovert et Paul Aubriot.

18e, Chapelle. — Ecole, 5, rue de Torcy. MICHELET, candidat, Dejeante, Laval.

18e, Clignancourt. — 18, rue Sainte-Isaure. DHERBECOURT, conseiller sortant, Rouanet, Brunet et Deslandres.

18e, Goutte-d'Or. — Ecoles, 10, impasse d'Oran. MARCEL CACHIN, candidat, J. Varenne, Duc-Quercy.

Un appel très pressant est fait auprès des camarades des différentes sections qui voudraient apporter leurs concours. Se rendre à la permanence, dimanche matin, 7 h. ½ très précises, 42, rue Doudeauville.

20e, Charonne. — Ecole rue de la Plaine, 11. Eug. REISZ, candidat, Lavaud, Deslandres, Poisson, Albert Thomas, Paul Fribourg.

Alfortville. — Patronage laïque.

Après la réunion, tous à la mairie pour organisation des sections de vote.

Billancourt. — Préau des Ecoles, rue de Clamart, 8 h. ½, avec le concours de Laval. Les candidats du Parti développeront le programme municipal.

Boulogne. — Ecoles de la rue Fessard, à 8 heures et demie, avec le concours de Laval. Les candidats du Parti développeront le programme municipal.

— Rond-Point de la Reine, à 8 h. 30, les candidats du Parti développeront le programme municipal.

Bry-sur-Marne. — Réunion publique, préau des Ecoles de Bry. Présence urgente des camarades.

Clamart. — Salle Fournier, place de la Mairie.

Pantin. — Réunion publique, à 9 heures, salle des Conférences, 42, route d'Aubervilliers. Les candidats Auray, Aussenard, Courgey, Barrion, Marsais, désignés par le suffrage universel, développeront le programme du Parti.

Saint-Denis. — Assemblée générale de la section, à 8 h. 30, au siège, très urgent. Le scrutin de ballottage.

Saint-Ouen. — Préau des Ecoles de la Gare.

Saint-Maur. — Théâtre d'Adamville. Albert Thomas.

Le citoyen Jean VARENNE, gravement indisposé à la suite d'un refroidissement pris à la sortie d'une réunion est dans l'impossibilité matérielle de se rendre dans les réunions pour lesquelles il s'était engagé. Il prie les camarades de l'excuser.

EN BANLIEUE

Aubervilliers. — La liste socialiste a une moyenne de 1.723 voix en augmentation de 200 voix sur 1908.

Malakoff. — La liste socialiste gagne 400 voix sur 1908 et passe de 872 à 1.299 voix. Avec la R. P. le conseil serait composé de 10 élus socialistes et 17 radicaux.

Les Lilas. — Pour la première fois depuis 12 ans, la municipalité sortante réactionnaire a vu 3 de ses candidats en ballottage et sans l'inertie des camarades c'était 12 qu'il y aurait eu. Les derniers élus radicaux ne le sont qu'à la faveur d'une vingtaine de voix environ et cela grâce à une pression inique et à une douteuse sincérité du dépouillement.

La situation à Saint-Denis. — Nous pouvons dire dès maintenant que dimanche prochain la victoire récompensera les efforts d'une longue et dure campagne menée avec toute l'ardeur dont sont capables nos amis dionysiens.

Saint-Denis qui fut une des premières villes à avoir une municipalité socialiste sera de nouveau le 12 mai administrée par des socialistes.

Au premier tour, nos adversaires radicalo-progressistes ont subi un échec lamentable. M. Adam, maire sortant est mis en minorité de plus de 1.000 voix.

L'enthousiasme est à son comble et dimanche ce sera plus qu'une victoire que le Socialisme remportera à Saint-Denis, ce sera un véritable triomphe.

La grande cité ouvrière de la banlieue nord aura fait ainsi tout son devoir.

Pavillons-sous-Bois. — Notre camarade Robillard, maire, est élu au premier tour avec 636 voix, ses amis ont une moyenne de 550 voix.

La liste radicale vient ensuite avec 450 voix en moyenne et les socialistes indépendants qui comptent 120 voix se désistent en faveur des 22 camarades socialistes unifiés dont l'élection est assurée.

DANS LES DÉPARTEMENTS

AISNE

En dehors de Saint-Quentin, où une coalition monstrueuse de cléricaux et de radicaux est parvenue — grâce à nos divisions — à abattre momentanément nos amis, sur tous les points du département de l'Aisne, la poussée socialiste s'est affirmée avec un éclat et une force sans précédent.

Nous avons annoncé à *Guise* la victoire de toute la liste qui unissait les candidats du Parti et les démocrates sincères qui suivent le maire Haguenin. Elle a été remportée à l'énorme majorité de 1.200 voix contre 500 à la liste du corrupteur radical Hauet. Le nouveau conseil comprend une majorité d'élus du Parti, presque tous syndiqués de la métallurgie. Dans le précédent conseil, nous n'avions que cinq élus.

A *Bohain*, nos amis ont au premier tour conquis 75 sièges sur la municipalité sortante. Cette cité ouvrière donnera dimanche la majorité aux huit candidats socialistes restés en ballottage. Nous n'avions pas un seul élu dans le précédent conseil.

A Hirson, le succès de la liste du Parti, ayant à sa tête notre camarade Leyris, cheminot révoqué et seul élu socialiste sortant, a été remarquable. Alors que jamais ils n'avaient eu plus de 500 voix, ils en ont obtenu de 700 à 800, arrivant à égalité avec la liste radicale sortante, tandis que les réactionnaires les dépassaient d'une centaine de voix environ, faisant élire huit candidats. Au second tour, l'entente a été conclue entre les socialistes et les radicaux, sur la base de sept sièges à nos amis et 8 aux radicaux.

A *Tergnier*, nos amis socialistes et cheminots ont engagé la lutte à fond contre le maire radical douméristе Grégoire. Celui-ci a seul été élu avec trois de ses partisans au premier tour. Pour le ballottage, une coalition a été conclue entre les camarades socialistes et les républicains anti-douméristes qui enlèvera très probablement les 17 sièges restants.

A *Quessy*, aux portes de Tergnier, notre camarade Liévoux, la victime des vengeances bourgeoises, acquitté par les assises, au lendemain de la grève de 1910, est élu au premier tour, ainsi que l'ex-maire. Au ballottage, nos amis comptent enlever les 10 autres sièges.

A *Laon* — le chef-lieu, — nos amis, dont Ghobraux, ont 5 sièges sur la liste de coalition des 13 conseillers de gauche élus par le faubourg ouvrier de Vaux, constitué en section spéciale, parmi lesquels deux cheminots révoqués.

Signalons encore *Séboncourt* où nos camarades conservent la municipalité ; *Fresnoy-le-Grand* où ils ont plusieurs élus et sont en bonne posture pour le ballottage.

Dans la région de Guise, à *Lesquielles-Saint-Germain*, les 15 candidats de la liste ouvrière — métallurgistes et ouvriers agricoles — dont plusieurs membres du Parti, ont été élus au premier tour. A *Bernot*, il y a également huit élus de liste ouvrière.

NORD

Lille, 9 mai. — (*De notre correspondant particulier*). — A *Lille*, pour les 5 sièges qui restent à pourvoir au ballottage, les 5 candidats progressistes « en panne » de la liste sortante ont naturellement — après quelques minauderies, et « sur les sollicitations pressantes de leurs très nombreux amis » — accepté d'être représentés, malgré le petit coup de Jarnac que leur ont administré leurs bons alliés ultra-cléricaux. De son côté, le Parti socialiste, d'accord avec les radicaux qui ont décidé de s'effacer, présente les citoyens Delory et Guesquière, députés, Saint-Venant, conseiller général, Picavez, secrétaire de la section lilloise du Parti, et le docteur Verhaeghe du secrétariat ouvrier d'hygiène, arrivés premiers de la liste socialiste.

A *Roubaix*, l'intransigeance des radicaux a rendu impossible toute entente pour le 2e tour, et leur caricature de proportionnelle n'a pas abouti davantage. Les socialistes marchent donc à nouveau avec leur liste de 36 noms contre les 36 candidats de M. Motte. Et les radicaux annoncent qu'ils feront connaître leur décision... samedi ! Ils veulent sans doute lier leur attitude à celle des socialistes de Tourcoing.

A *Tourcoing*, la proposition de proportionnelle présentée par les cléricaux est impitoyablement rejetée par les radicaux sortants, M. Dron en tête, qui invoquent la discipline républicaine dont jusqu'ici ont bénéficié à tour de rôle radicaux et socialistes. L'accord n'est donc pas encore fait.

A *Valenciennes*, deux ententes sont signées, d'un côté entre socialistes et radicaux-socialistes, de l'autre entre radicaux sortants et réactionnaires.

Il en est de même à *Dunkerque*, ainsi qu'à *Armentières* où, en fait, c'est la politique du bloc qui est pratiquée et qui aboutira à faire élire des municipalités radicales avec de fortes minorités socialistes. — R. L.

SOMME

Amiens. — Pour le deuxième tour, un accord vient d'intervenir entre socialistes et radicaux. Les premiers auront 20 candidats, les seconds 16.

DANS L'YONNE

CONTRE LE "TRAVAILLEUR"

M. Milliaux, député radical annonce des poursuites contre le journal socialiste

La lutte a été vive à Auxerre entre M. Milliaux, radical antisocialiste et une liste de républicains groupés autour de M. Surrugue.

Comme M. Milliaux est fort irrité par la campagne qui a été menée contre lui, il songe à passer sa mauvaise humeur sur les socialistes et il annonce des poursuites contre le *Travailleur*, le vaillant organe de la Fédération de l'Yonne.

Pourquoi ces poursuites ? Parce que le *Travailleur* a raconté un fait divers d'après lequel M. Milliaux rencontrant sur la route des soldats malades n'aurait pas consenti à les prendre dans son automobile. L'un de ces soldats est mort de congestion !

M. Milliaux persistera-t-il dans son intention ? Il est permis d'en douter.

En tout cas, ce n'est pas cette histoire qui augmentera la popularité du député radical.

LE MYSTERE DE RHODES

Les Italiens ont-ils ou non subi un grave échec ?

ON NE PEUT ENCORE RIEN AFFIRMER

Les nouvelles les plus contradictoires sont lancées à Rome et à Constantinople sur les suites de l'occupation de Rhodes.

Le gouvernement italien dément les informations turques annonçant un violent combat et une victoire ottomane.

D'après les dépêches de Constantinople, les informations au sujet de Rhodes avaient été héliographiées à Marmara et télégraphiées de Marmara à Smyrne et à Constantinople.

Sur sa demande de confirmation, Talaat bey a reçu trois télégrammes de Marmara confirmant la victoire de Rhodes ainsi que la capture d'un millier d'Italiens et parlant de mille Italiens tués.

Cependant la Porte ne communique pas officiellement la nouvelle de cette victoire ; elle attend le rapport détaillé que le vali de Smyrne, qui s'est rendu à Marmara, tâchera d'obtenir de Rhodes.

D'après les journaux turcs, il y a à Rhodes 3.000 hommes de l'armée et 2.000 de la milice sous les ordres du général Réchid pacha.

Quatre navires italiens se sont montrés hier devant Chio, et d'autres ont été vus devant Symi.

On dit qu'il y a environ 200 navires de ce côté-ci des Dardanelles et 100 de l'autre côté.

LA FLOTTE ITALIENNE EST-ELLE PARTIE ?

La dépêche signalée par le vali de Smyrne, et que nous avons publiée hier, disait que les tentatives des Italiens pour détruire le télégraphe optique avaient échoué et que la flotte italienne s'était éloignée.

Cette nouvelle a causé une vive sensation à Constantinople ; les masses populaires joyeuses stationnent devant les rédactions des journaux et copient la dépêche affichée. Le ministère de la guerre n'a reçu encore aucune confirmation.

Le conseil des ministres a décidé d'expulser les Italiens de tout le vilayet de Smyrne. Un délai de quinze jours est accordé pour le départ.

Déjà, avant cette décision, les autorités de Smyrne avaient commencé l'expulsion de quelques notables, et notamment du baron Aliotti.

L'OUVERTURE DES DARDANELLES

Le capitaine du port a publié une ordonnance concernant la traversée des Dardanelles. Les navires auront des numéros répondant à la date de leur arrivée.

La traversée aura lieu par groupe de quatre navires qui partiront toutes les demi-heure. Soixante navires traverseront chaque jour le détroit ; ceux qui seront de ce côté-ci des Dardanelles partiront d'abord, et ceux qui sont de l'autre côté partiront ensuite.

On affirme que sur 60 mines posées dans les Dardanelles après le bombardement, 27 ont été relevées jusqu'ici ; les dernières seront relevées d'ici trois ou quatre jours.

Le député Djahid a été élu délégué des porteurs de titres ottomans dans le conseil d'administration de la dette publique.

EN SUÈDE

VERS LA RÉPUBLIQUE

Stockholm, 9 mai. — *De notre correspondant particulier.* — En présence du projet de substituer la République à la monarchie, projet déposé par le citoyen Lindhagen, bourgmestre socialiste de Stockholm, le président du Storting a déclaré qu'il s'opposait à ce que le projet fût discuté par la Chambre, qui est incompétente, car le paragraphe premier de la loi fondamentale dit que la forme du gouvernement en Suède est la monarchie.

Notre ami Brantino a fait valoir que si le pays est mûr pour un changement de régime, il importe de tenir compte de sa volonté.

Lindhagen déclara, à son tour, qu'il était préférable de changer de régime par une révolution pacifique que par une révolution sanglante.

Finalement, par 126 voix contre 29, le projet a été renvoyé à l'examen du comité de revision de la Constitution.

A Travers Paris

Une Bagarre qui finit mal

Deux hommes et deux femmes se querellaient avec violence devant un café de la rue d'Aubervilliers avant-hier soir, quand M. et Mme Verhellot, qui tiennent au numéro 72 de la même rue une petite échoppe de cordonnerie, manifestèrent leur indignation de voir une des deux femmes particulièrement maltraitée, s'affaisser le visage ensanglanté, puis se relever et s'enfuir dans une maison voisine en poussant d'épouvantables cris.

Les deux hommes alors se retournèrent contre les époux Verhellot, qu'ils trouvaient indiscrets. M. Verhellot reçut un coup de couteau dans la jambe, et sa femme un formidable coup dans les reins.

Lorsque les agents cyclistes arrivèrent, les agresseurs s'étaient enfuis. Mais ils les recherchèrent. Un inspecteur du commissariat de la rue de Tanger réussit à trouver la maison où était réfugiée la femme blessée. Il la pria de descendre, mais celle-ci le nargua, et se refusa à donner tout renseignement.

Cependant, hier matin, on arriva à découvrir le domicile de la brute qui avait frappé et cette femme et Mme Verhellot, lequel n'était d'ailleurs pas rentré de la nuit. C'est un garçon livreur, sur lequel les renseignements ne sont pas mauvais : il vivait avec une jeune femme, avec laquelle il devait se marier prochainement.

La blessure de Mme Verhellot intéresse les reins et la malade se trouve dans un état de faiblesse assez grand. Elle a pu se traîner avec peine jusque chez elle, ayant perdu beaucoup de sang. Quand au cordonnier, sa blessure le fait cruellement souffrir. Il semble avoir reçu un coup de tiers-point qui a produit un épanchement interne.

Trois chevaux emballés

Un agent et une femme les arrêtent

Hier matin, vers neuf heures, trois chevaux de selle appartenant à M. Lehmann, 7, avenue des Chasseurs, tenus en main par un palefrenier, se sont emballés dans les allées du Bois. Ils débouchaient porte Maillot à toute allure, lorsque deux hommes, dont l'agent numéro 160 du 17e, et Mme Delaplanque, tenancière du kiosque situé à l'angle de l'avenue de la Grande-Armée, s'élancèrent à la tête des trois chevaux et réussirent à les maîtriser avant qu'ils aient pu causer un accident. L'agent et Mme Delaplanque ont été légèrement contusionnés.

Les banquiers véreux. — Au siège de la « Banco de Asturias y Norte de Espana », M. Bénezech, commissaire aux délégations judiciaires a saisi la comptabilité et la somme de 45 centimes trouvée dans le coffre-fort.

Le passif de la « Banco de Asturias y Norte de Espana », qui possède à Saint-Sébastien une succursale est de 400.000 francs.

Exposition horticole. — Mercredi prochain, à midi, au Cours-la-Reine, s'ouvrira l'Exposition horticole de Printemps organisée par la Société Nationale d'Horticulture de France : Fleurs, légumes, industries et beaux-arts.

Cette fête florale qui s'ouvrira les jours suivants à 9 heures du matin, clôturera le mardi 21 mai, à 6 heures du soir.

Les Tribunaux

LE « BONNOTISME »

Chalon-sur-Saône, 9 mai. — Le tribunal correctionnel de Louhans a condamné à huit mois de prison le nommé Dornet, 42 ans, pâtissier, sans domicile, qui, étant en état d'ivresse, mordit cruellement au visage un ramoneur, pour venger Bonnot, Garnier et Carrouy.

— Le tribunal d'Autun a jugé Claude Pertuizot, 31 ans, ébéniste à Autun, qui avait fait l'apologie des bandits de la rue Ordener, et voulait « saigner » l'agent de police Aillot pour venger Bonnot ? Claude Pertuizot a été condamné à un an de prison et 100 francs d'amende.

Les Bandits

UNE ARRESTATION MYSTERIEUSE

Brest, 9 mai. — On a fait grand bruit ce matin autour d'une arrestation qui a été opérée dans la soirée d'hier et que l'on rattache, on ne sait exactement pour quelles raisons précises, à l'instruction concernant la bande tragique.

L'individu qui a été l'objet de cette arrestation est un nommé Léon Raynaud, âgé de vingt-cinq ans, originaire de Béziers.

Raynaud, matelot libéré en mars dernier, avait fait à Brest, alors qu'il était embarqué sur le *Gaulois*, la connaissance d'une jeune fille du Midi, Germaine Tragasser, âgée de dix-huit ans, demeurant à Brest.

Hier, il débarquait en notre ville pour y chercher son amie et l'emmener à Paris ; il passa la nuit avec elle et lui déclara qu'il la tuerait si elle ne le suivait pas. Germaine Tragasser dut lui promettre, sous la menace d'un revolver, de l'accompagner. Radouci, le bandit fit alors à la jeune fille de terribles confidences ; il lui déclara qu'il était affilié à la bande des anarchistes assassins et lui fit voir à l'épaule une plaie non encore cicatrisée, blessure qu'il aurait reçue au cours d'un cambriolage effectué dans la banlieue parisienne. Il précisa même que ce cambriolage lui avait rapporté 5.000 francs.

Terrifiée par ces révélations, Germaine Tragasser se leva au milieu de la nuit, s'empara d'un bulldog et d'un browning qui se trouvaient dans les poches de l'apache et prit la fuite. Mais le bandit se réve